



Monsieur le directeur général,

Depuis sa création le 1^{er} janvier 2014 le Cerema n'est que désillusion et renoncement.

L'année 2017 est à ce jour « l'annus horribilis » du CEREMA :

- Fermeture de la SEMR (Station d'Essais des Matériels Routiers) de Blois,
- Fusion des CECP (Centre d'Expérimentation et de Conception de Prototypes),
- Pantalonnade de la fermeture du laboratoire de Nice,
- Démission du Président du Conseil d'Administration,
- Et enfin, annonce gouvernementale de la réduction de 100 ETP par an jusqu'en 2022 pour un CEREMA à 2350 ETP à cette date, que vous traduisez, dans un premier temps, par l'annonce de la fermeture de la Dter Ile de France d'ici 2020.

Le CEREMA devait être un grand service technique auprès de l'Etat et des collectivités locales.
Que va-t-il en rester ?

Alors que les enjeux liés aux changements climatiques, aux logements, aux transports, à la pollution, à la préservation du patrimoine d'infrastructures et à l'environnement sont de plus en plus prégnants, le gouvernement n'a de cesse d'attaquer nos ministères de tutelles en leur imposant des baisses d'effectifs drastiques.

Comment répondre à ces enjeux sans les experts et spécialistes indépendants du CEREMA face à la force des lobbys des multinationales ?

Qu'est venu faire Nicolas HULOT dans ce gouvernement ?
Détruire le Ministère de l'écologie ?

Quid de cette nouvelle agence de cohésion des territoires ?
Une énième réponse sans consistance face au soulèvement des collectivités territoriale ou un caprice du Ministre MEZARD qui veut son propre joujou ?

Que pourriez-vous nous raconter Monsieur le Directeur Général ?
Que vous n'avez pas le choix ?
Que c'est la faute du ministère ?
Que vous y êtes pour rien ?
Que l'on pourra construire un établissement de qualité dans ce contexte ?
Mais qui voudra venir au CEREMA dorénavant dans un établissement en péril ?
Mais quels « partenaires/clients » voudront encore recourir à un établissement en déperdition ?

Tous vos scénarios n'ont qu'un objectif : amputer le Cerema. Mais il ne s'agit pas pour nous de négocier si ce sera une main, un pied, une jambe un bras ou la tête.

Nous ne sommes pas venus écouter vos justifications car vos décisions de fermetures, de

restructurations ... sont injustifiables !!!

Les agents, leurs représentants et les organisations syndicales unis, refusent d'assister impuissants au démantèlement du Cerema. Ils mettront tout en œuvre pour sauvegarder les missions et les emplois.

Ni fermeture de sites, ni suppressions d'emplois, ni abandon de mission.

Oui, pour des équipes d'experts de haut niveau au service de la nation, oui pour des moyens à la hauteur des missions de nos ministères.

A Normandie Centre nous assumons le boycott des outils SIGMA et SINPPA. Nous poursuivons nos interpellations des élus locaux et nationaux. Le 21 novembre nous serons au côté des agents d'Ile-de-France au salon des maires. Et nous comptons bien pouvoir médiatiser et rendre visible nos actions.

Aujourd'hui, Mesdames messieurs les fossoyeurs du CEREMA nous comptons bien ce matin perturber votre tranquillité. Et cet après-midi ce sera le silence, celui des cimetières.